

Lutte de classe

Rwanda, le génocide de 1994 : Mitterrand savait.

Questions : Que savait Mitterrand des préparatifs de l'entreprise génocidaire ? Quels intérêts défendra-t-il au Rwanda ? Quelle était la nature de la coopération militaire décidée par l'Élysée ?

La réponse à la première question serait sans appel d'après les informations contenues dans les volumes d'archives de l'Élysée qui ont été transmis au tribunal des armées, et dont le journal *Le Monde* a eu connaissance.

Les prémices du génocide qui a fait près d'un million de morts en 1994 étaient visibles dès 1990.

Dès le début du mois d'octobre 1990, plusieurs milliers de personnes sont arrêtées arbitrairement dans la capitale ; elles ont le tort d'être tutsies ou d'avoir des intérêts communs avec des Tutsis. Le gouvernement français fournit néanmoins des munitions en masse à l'armée régulière, les Forces armées rwandaises (FAR).

Le 12 octobre, le colonel Galinié, attaché de défense à Kigali, s'alarmera dans un télégramme diplomatique de la multiplication de ces arrestations. *"Il est à craindre que ce conflit finisse par dégénérer en guerre ethnique"*, ajoute-t-il.

Le lendemain, son supérieur, l'ambassadeur Georges Martres, précisera : *"Les paysans hutus organisés par le MRND [parti du président] ont intensifié la recherche des Tutsis suspects dans les collines. Des massacres sont signalés dans la région de Kibilira."* Les paysans, fidèles au régime, *"participent de plus en plus à l'action militaire à travers des groupes d'autodéfense armés d'arcs et de machettes"*.

En février 91, Mitterrand décidera de renforcer l'assistance militaire technique au régime d'Habyarimana, en portant ses effectifs à 80 conseillers et dont le rôle principal est de former les forces armées rwandaises. Le lieutenant-colonel Gilbert Canovas exerce même la fonction de conseiller du chef d'état-major.

En 1992, les livraisons d'armes au régime rwandais s'accéléreront.

Le 19 janvier 1993, l'ambassadeur Martres enverra un télégramme après sa rencontre avec Jean Carbonare, président du mouvement Survie et membre de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) dans lequel il écrira que le pouvoir de Kigali voudrait *"procéder à un génocide systématique"* qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

L'ambassadeur écrira par ailleurs que le chef de l'État rwandais soutenu par Mitterrand aurait intimé *"l'ordre de procéder à un génocide systématique en utilisant, si nécessaire, le concours de l'armée et en impliquant la population locale dans les assassinats"*.

Le 18 février 1993, la DGSE signera une note sur les *"véritables massacres ethniques"* et les 300 morts dénombrés au cours des semaines précédentes. Une des explications avancées par le service extérieur français sera glaciale : *"Il s'agirait d'un élément d'un vaste programme de purification ethnique dirigé contre les Tutsis"*, fomenté au sommet de l'État.

Le lendemain, le général Christian Quesnot, chef d'état-major particulier de François Mitterrand, ainsi que le numéro 2 de la cellule Afrique de l'Élysée, Dominique Pin, présenteront différentes options au président.

Mitterrand et Joxe ministre de la défense lanceront l'opération "Chimère". *"Du 20 février au 20 mars 1993, la présence militaire française au Rwanda a franchi un cap qu'elle n'aurait pas dû dépasser"*, résumera la mission parlementaire en 1998, qui soulignera les *"nouvelles missions"* des soldats

français : *"Les patrouilles, les contrôles de zone autour de la capitale et les vérifications d'identité aux points d'accès"* de la capitale.

Dans un télégramme diplomatique du 12 janvier 1994, l'ambassadeur à Kigali rapportera les confidences d'un informateur du représentant des Nations unies, selon lequel, *"1700 Interhamwe [membres des milices populaires] auraient reçu une formation militaire et des armes pour cela, avec la complicité du chef d'état-major FAR. La localisation précise des éléments tutsis de la population de Kigali devrait en outre permettre d'éliminer 1000 d'entre eux dans la première heure après le déclenchement des troubles."* L'ambassadeur avait commenté ainsi ces informations *"Les victimes rwandaises que ne manqueraient pas de provoquer ces réactions seraient alors le prétexte à l'élimination physique des Tutsis de la capitale"*.

On connaît la suite tragique de cette histoire.

L'ambassadeur de France au Rwanda et la cellule africaine de l'Élysée présenteront trois mois plus tard le génocide comme une réaction spontanée, et non un plan. Trois jours après le début des massacres, l'ambassadeur reconnaîtra qu'ils se déroulent *"avec une ampleur horribles : de l'ordre de 100 000 morts, selon les responsables du CICR (...). Les milices hutues, armées de grenades et de machettes, massacrent les Tutsis qui n'ont pas pu trouver refuge dans la zone FPR ou bénéficier de la protection de la Minuar"*.

Quels étaient les enjeux au Rwanda pour Mitterrand ? Défendre uniquement la présence, l'influence et les intérêts du capitalisme français dans cette région du monde.

Le 3 mars 1993, pour justifier, à tout prix, la politique défendue par Mitterrand de plus en plus contesté en France, le général Quesnot proposera froidement au président d'incriminer la rébellion en exigeant *"une réorientation forte et immédiate de l'information des médias [français] sur notre politique au Rwanda en rappelant notamment (...) les graves atteintes aux droits de l'homme du FPR : massacres systématiques de civils, purification ethnique, déplacement de population..."*. Il est vrai que la propagande élyséenne et médiatique réussira assez bien à couvrir la politique et la responsabilité criminelles de Mitterrand et de ses deux gouvernements (Balladur était devenu Premier ministre en avril 93) dans cette affaire.

Rappelons que le gouvernement français soutenait le pouvoir aux mains des hutus contre la minorité tutsi.

Le 6 mai 1994, le général Quesnot résumera le danger d'une victoire militaire éventuelle du FPR, sa hantise. *"Le président [ougandais] Museveni et ses alliés auront ainsi constitué un Tutsiland avec l'aide anglo-saxonne et la complicité objective de nos faux intellectuels, remarquables relais d'un lobby tutsi auquel est également sensible une partie de notre appareil d'État"*. Il s'agissait donc d'une guerre entre capitalistes interposés pour contrôler la région et ses ressources.

Le 24 mai, le général Quesnot ira jusqu'à affirmer à propos du FPR *"L'arrivée au pouvoir dans la région d'une minorité dont les buts et l'organisation ne sont pas sans analogie avec le système des Khmers rouges est un gage d'instabilité régionale."*

Et que retiendra-t-on de cette horrible tragédie humaine à mettre au compte du capitalisme ?

Le 14 juillet 1994, Mitterrand livrera une nouvelle fois sa version falsifiée de l'histoire : *"Les Français sont partis plusieurs mois avant le déclenchement de ce génocide qui a suivi l'assassinat des présidents du Rwanda et du Burundi. A ce moment-là, on nous a suppliés de revenir en nous disant : Sauvez les casques bleus, ramenez les Français, les Belges, les étrangers qui se trouvent au Rwanda , ce que nous avons fait.(...) Nous avons sauvé des dizaines, des milliers de gens, de pauvres gens qui avaient déjà supporté beaucoup de souffrances."*, et armé le bras des dirigeants et de l'armée rwandaise qui feront près d'un million de morts, à vous donner la nausée. Plus cynique est impossible, une véritable ordure ce Mitterrand en vérité.

Épilogue.

Personnellement, je trouve particulièrement scandaleux, l'attitude des militants et des dirigeants qui font preuve d'une mémoire plus que sélective, qui oublie très rapidement, il faudrait dire consciencieusement de la part des dirigeants, tous les crimes qui sont à mettre au compte du PS ou du PCF ou qu'ils ont sciemment couverts au cours du XXe siècle.

Le PS n'a pas seulement franchi les limites de l'insupportable en 1914 et le PCF en 1939, ils n'ont jamais cessé en vérité d'être de l'autre côté de la barricade, pas à pas, toute leur histoire est entachée du sang de leurs victimes innocentes. Je ne parle évidemment pas des militants de base naïfs ou désarmés de ces partis qui ont été abusés, trahis, puis abandonnés ou pire encore.

C'est notre devoir de militant révolutionnaire d'instruire le prolétariat et particulièrement sa jeunesse du rôle exacte qu'ont tenu ces partis qui osent encore parler en leur nom. Je suis désolé de vous dire que je ne suis pas d'accord pour inclure le PS et le PCF dans l'histoire du mouvement ouvrier au-delà d'une certaine limite, ils s'en sont exclus eux-mêmes définitivement, pour le PS avant même 1914, pour le PCF, je me demande si on ne l'a pas fait figurer parmi les partis du mouvement ouvrier à partir de 1920 par pure convention ou parce qu'il n'était pas possible de faire autrement sur le plan tactique.

Vous penserez, j'en suis sûr, que je vais trop loin, c'est votre droit, cela signifie que nous ne faisons pas la même lecture de l'histoire et que nous n'attachons pas la même importance aux mêmes choses ou événements. Au point où nous en sommes, je prends un risque, je me dis qu'il est nécessaire de replacer certaines limites aux bons endroits, ou de recharacteriser certains faits au regard du déroulement de la deuxième partie du XXe siècle, disons après coup. Peut-être que mes positions contrediraient celles que Trotsky ou Lénine avaient développées à une autre époque, tant de choses ont changé depuis que c'est inévitable, il n'y a que les dogmatiques et les adeptes du culte de la personnalité pour ne pas l'admettre, ils ne pouvaient pas non plus tout prévoir, et tant pis si je me trompe, vaut mieux se tromper dans ce sens-là que son contraire et supporter ces partis détestables.

Mitterrand a rejoint les poubelles de l'histoire, que le PS et le PCF l'y rejoignent le plus tôt possible ! C'est le seul souhait que l'on peut formuler pour respecter la mémoire de tous les travailleurs et leurs familles innocentes qui ont été sacrifiés sur l'autel du capitalisme avec la complicité des dirigeants du PS et du PCF au cours du XXe siècle.

Et dire qu'il y en a qui hésitent encore à engager le combat contre le capitalisme sous prétexte que nous n'aurions pas assez d'arguments pour le clouer au pilori, ou que les travailleurs ne seraient pas capables de comprendre notre discours, c'est grotesque et insensé.

(source : *Le Monde* 02.07.07)